

## **Israël-Palestine**

# **Comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique**

**Exposé du cercle Léon Trotsky  
du vendredi 1<sup>er</sup> février 2008**

Nous avons tous pu voir les images de ces milliers de Palestiniens de la bande de Gaza franchissant la frontière avec l'Égypte par une brèche ouverte à la dynamite et au bulldozer. Nous avons tous pu voir le spectacle révoltant de ces Palestiniens se ruant dans les magasins égyptiens pour se ravitailler en produits de base, en médicaments, les témoignages de certains racontant qu'ils avaient pu revoir des parents pour la première fois depuis des années... Ces récents événements nous rappellent que Gaza, cette petite bande de terre de quelques kilomètres de long et de large, est devenu un véritable camp de concentration pour un million et demi de Palestiniens. La responsabilité en incombe bien sûr à Israël. Mais les barbelés et les murs qui enferment ce territoire n'ont pas tous été mis en place par Israël. Ils l'ont été aussi par l'Égypte.

Depuis des mois, Israël organise le blocus de la population de Gaza, l'affamant, la privant d'électricité, de médicaments. Et il faut tout le cynisme dont sont coutumiers les dirigeants israéliens pour déclarer, comme l'a fait le Premier ministre : « *La population de Gaza doit comprendre que tant que le*

*« Hamas est au pouvoir, nous ne lui fournirons que le strict minimum »,* précisant : *« Israël ne permettra pas de crise humanitaire à Gaza mais nous ferons en sorte que la population ne vive pas confortablement. »*

Les Palestiniens de Gaza doivent en plus subir régulièrement les bombardements de l'aviation israélienne. Tout cela montre ce que vaut la prétendue « relance du processus de paix » dont il a été question après la rencontre organisée à Annapolis, en novembre dernier, entre les dirigeants israéliens et palestiniens.

Cette violence et ce mépris sont, depuis sa création, la caractéristique de l'État israélien. Et c'est ainsi qu'il a créé un fossé de sang et de haine entre Juifs et Arabes dans la région.

Mais pire encore, plus grave et plus triste, le sionisme a fait d'un peuple lui-même persécuté pendant des siècles le bourreau d'un autre peuple.

Les premiers responsables de cette situation ne sont pas au Moyen-Orient. Ils sont à Londres, à Paris et à Washington. Ce sont les dirigeants des puissances impérialistes qui ont créé cette situation inextricable, qui ont consciemment, délibérément choisi d'opposer ces deux peuples comme bien d'autres d'ailleurs sur cette planète. De l'Inde, où l'on a dressé Hindouistes contre Musulmans, à l'Afrique comme dans le Kenya ensanglanté par des affrontements ethniques, c'est toujours de cette façon que l'impérialisme s'est imposé.

Dans ce Moyen-Orient qui intéresse depuis longtemps les grandes puissances qui dominent le monde, surtout depuis que flotte une odeur de pétrole, Juifs et Palestiniens ont été dressés les uns contre les autres et utilisés par les dirigeants impérialistes. C'est cette histoire, écrite avec le sang de millions de femmes et d'hommes, que nous allons évoquer ce soir.

## **De la Première Guerre mondiale à la création de l'État d'Israël**

---

### **Les puissances impérialistes se partagent le Moyen-Orient**

La Palestine, au début du 20<sup>e</sup> siècle, faisait partie du vieil Empire ottoman qui s'étendait de la péninsule arabique à l'Europe de l'Est et comprenait l'essentiel du Moyen-Orient. C'était une région pauvre, peuplée d'à peine un million d'habitants et arriérée sur le plan économique. Les petits paysans qui représentaient la grande majorité de la population cultivaient en tant que métayers des terres qui appartenaient à des grands propriétaires habitant souvent Beyrouth ou Damas.

L'Empire ottoman sur le déclin, surnommé à l'époque « l'homme malade de l'Europe », était tombé sous la coupe des grandes puissances impérialistes d'Europe qui n'attendaient qu'une occasion pour se le partager.

La Palestine, loin d'être ce pays où « coule le lait et le miel » promis par la Bible, n'en suscitait pas moins les convoitises de ces grandes puissances, surtout de la première d'entre elles, la Grande-Bretagne, car elle constituait une porte d'entrée sur le Moyen-Orient, son marché, ses matières premières et déjà son pétrole.

La Première Guerre mondiale et le choix de l'Empire ottoman de se ranger du côté de l'Allemagne allaient permettre à la France et à la Grande-Bretagne de lui porter le coup de grâce.

Alors que les combats faisaient encore rage, en 1916, des représentants de ces deux pays se retrouvèrent à Moscou, sous le patronage du tsar qui, lui aussi, voulait participer au dépeçage de l'Empire ottoman. Ils signèrent un accord qui resta dans l'histoire sous le nom d'accord Sykes-Picot, du nom des deux négociateurs. À des milliers de kilomètres des régions dont ils discutaient l'avenir, témoignant le plus grand mépris pour les peuples qui y vivaient, ils délimitèrent leurs zones d'influence respectives : pour simplifier, le Liban et la Syrie actuels revinrent à la France tandis que les Britanniques se voyaient reconnaître la mainmise sur la Palestine et les régions qui correspondent aujourd'hui à la Jordanie et à l'Irak. Cet accord devait rester secret. Mais par malchance pour ces spécialistes de la diplomatie secrète, en 1917, la révolution éclata en Russie, le tsar fut renversé et quelques mois plus tard, les bolchéviks arrivèrent au pouvoir et rendirent publics ces accords. Cela tombait mal pour les dirigeants anglais qui, au même moment, multipliaient les promesses pour se gagner des soutiens face aux troupes ottomanes.

Un de leurs émissaires dans la région, resté célèbre sous le nom exotique de Lawrence d'Arabie, parvint à convaincre le dernier descendant d'une vieille famille de féodaux qui contrôlaient la Mecque, les Hachémites, de constituer

une armée arabe pour se battre aux côtés des Britanniques. Comme récompense, ceux-ci lui promirent le trône d'un grand royaume arabe comprenant la Palestine.

Mais après avoir promis la Palestine une première fois, les Britanniques n'hésitèrent pas à la promettre une seconde fois, cette fois-ci aux Juifs. Pas aux 60 000 Juifs vivant sur cette terre de Palestine, représentant moins de 8 % de la population, qui, dans leur majorité, n'aspiraient qu'à continuer de coexister pacifiquement avec les autres communautés comme cela avait été le cas pendant des siècles.

Ils la promirent à un mouvement nationaliste juif apparu dans la diaspora, le mouvement sioniste.

## **Le mouvement sioniste**

Dans les pays les plus développés d'Europe, la majorité des Juifs présents depuis plusieurs générations n'avaient pas cherché à cultiver une « spécificité juive ». Ils avaient fini par s'intégrer, même si l'antisémitisme était resté répandu dans les milieux les plus réactionnaires. Cet antisémitisme allait d'ailleurs être relancé avec l'arrivée des vagues ultérieures d'immigration juive venant d'Europe centrale.

Le fondateur du sionisme, le journaliste viennois Théodore Herzl, était lui-même assez peu préoccupé de ses origines juives jusqu'à ce qu'il ait eu à couvrir l'affaire Dreyfus, en 1894. Cette manifestation d'antisémitisme en France l'amena à la conclusion que les Juifs devaient disposer de leur propre État, un État juif.

C'est dans la partie orientale de l'Europe que le sionisme rencontra le plus d'échos. Dans cette partie de l'Europe, économiquement retardataire, l'organisation sociale traditionnelle héritée du Moyen Âge avait cantonné les Juifs dans le commerce et l'artisanat. Avec l'essor du capitalisme dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, des bourgeoisies nationales se développaient et entraient en concurrence avec les Juifs, ce qui redonna une certaine virulence à un antisémitisme qui n'avait jamais disparu. Ce fut particulièrement le cas en Russie où, à partir des années 1880, l'antisémitisme fut en plus encouragé par l'État tsariste qui y voyait une façon de donner un dérivatif au mécontentement populaire. C'est à la Russie que l'on doit ce mot « pogrom », entré aujourd'hui dans le vocabulaire courant, et qui désigne des massacres de Juifs tolérés, sinon organisés par les autorités russes.

Pourtant, même dans cette partie de l'Europe, le sionisme restait très minoritaire. Deux millions de Juifs quittèrent l'Europe centrale au début du 20<sup>e</sup> siècle, fuyant la misère et les pogroms, mais leur « terre promise », comme beaucoup de Polonais, de Russes, d'Italiens à la même époque, ils la cherchèrent plutôt du côté des pays d'Europe occidentale ou des États-Unis.

Quant à ceux que les discriminations et les persécutions avaient éveillés à la politique, issus aussi bien de l'intelligentsia que de la classe ouvrière – car il existait une importante classe ouvrière juive dans la partie polonaise de l'Empire russe – ils furent très nombreux à rejoindre le mouvement socialiste durant cette période.

Très minoritaire à ses débuts et divisé entre courants qui ne partageaient pas tous la vision politique de Herzl, le sionisme était en outre confronté à une difficulté spécifique par rapport à d'autres mouvements nationalistes : les Juifs étant dispersés dans différents pays, sur quel territoire pouvait bien être édifié cet État juif revendiqué par les sionistes ?

La Palestine ne s'imposa pas d'emblée comme la terre d'accueil d'un futur État juif. Dans ses discussions avec des diplomates britanniques, Herzl envisagea à un moment que cet État pourrait être fondé en Ouganda. D'autres l'envisagèrent en Argentine. La majorité des sionistes choisirent finalement la Palestine car elle était cette « patrie perdue » des Juifs dont parlait la Bible...

Mais pour s'établir dans cette région, Herzl ne proposait pas de tisser des relations avec la population qui y vivait déjà et de gagner son accord et sa confiance. Il faisait le choix inverse d'obtenir le soutien d'un protecteur parmi les grandes puissances européennes susceptibles d'imposer une immigration juive. Pour lui, il s'agissait bien d'une conquête coloniale. Il déclarait : « *Pour l'Europe, nous constituerions là-bas (en Palestine donc) un avant-poste contre l'Asie, nous serions l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie.* »

Le mot d'ordre des sionistes était : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Sauf que la Palestine n'était pas une terre sans peuple... Et les sionistes le savaient très bien. Mais qu'à cela ne tienne, il suffira d'organiser le « transfert » – c'est le terme employé par Herzl – des populations qui avaient le tort de se trouver sur le territoire de la « patrie perdue » des Juifs...

Tous les éléments de la situation actuelle étaient contenus dès l'origine dans les idées de Herzl : aussi bien l'expulsion des Palestiniens que le fait que l'État juif se transforme en supplétif de l'impérialisme. Tout cela découle d'un choix très conscient dès le départ.

Mais jusqu'à la Première Guerre mondiale, les dirigeants occidentaux ne répondirent pas particulièrement aux espoirs des sionistes.

## **La déclaration Balfour**

C'est en 1917 que les dirigeants britanniques choisirent vraiment d'utiliser les sionistes : un certain Balfour, ministre des Affaires étrangères et lord de son état, envoya une lettre à un autre lord, de la famille des Rothschild, pour lui faire part, au nom du gouvernement britannique, d'une « *déclaration de sympathie envers les aspirations juives sionistes* ». Dans cette déclaration, il précisait que « *le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer National pour le peuple juif* ». On ne

pouvait pas soupçonner ce lord Balfour d'exprimer là une quelconque sympathie personnelle : en 1905, il avait été le promoteur d'une loi qui visait à interdire l'entrée en Grande-Bretagne des Juifs russes persécutés par le tsarisme ! Non, c'était de la part des dirigeants de l'impérialisme anglais un calcul cynique : c'était la première manifestation de la politique qui a consisté à dresser les Juifs contre les Arabes, en appuyant tantôt les uns, tantôt les autres, pour pouvoir, en jouant le rôle d'arbitre, justifier le maintien de leur présence en Palestine.

## **La Palestine sous mandat britannique**

À la fin de la guerre, ce sont en effet les Britanniques qui ont mis la main sur la Palestine. Ils oublièrent la promesse faite aux clans féodaux d'Arabie de créer un grand État arabe. En guise de lots de consolation, l'un des représentants de la famille des Hachémites, Fayçal, se vit attribuer le trône du royaume d'Irak et un autre, Abdallah, celui du royaume de Transjordanie, deux royaumes tout nouvellement créés. Pour les impérialistes, cela s'inscrivait dans une politique de balkanisation du Moyen-Orient afin de « diviser pour mieux régner » : les dirigeants de ces royaumes allaient être plus soucieux de défendre leurs prérogatives, parfois les uns contre les autres, que d'organiser une lutte commune contre la présence impérialiste dans la région.

Quant à la Palestine, les Britanniques entendaient bien en garder le contrôle direct : depuis la fin de la guerre, il l'occupaient militairement. Et en 1922, ils se firent attribuer par la Société des Nations un mandat qui donnait une légitimité à leur présence. Ce mandat prolongeait la politique à l'égard du mouvement sioniste inaugurée par la déclaration Balfour car les Britanniques se voyaient confier la mission « *d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du Foyer National pour le peuple juif* » en favorisant l'immigration juive et l'acquisition de terres par les colonies organisées par les sionistes.

Mais, même favorisée, l'immigration juive resta assez limitée dans les années 1920. En 1927, il y eut même plus de départs que d'arrivées.

C'est à partir des années 1930, avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne et l'établissement dans d'autres pays d'Europe de régimes d'extrême droite particulièrement antisémites, que la population juive commença à augmenter d'une façon importante, passant de 175 000 en 1931 à 460 000 en 1939.

Durant cette période du mandat britannique, le Yishouv, la communauté juive, s'organisa et se dota de ses institutions, avec un Conseil représentatif, posant ainsi les bases d'un véritable État. Les organisations sionistes cherchaient à construire une société juive coupée de la société arabe, avec une économie juive, n'employant que des travailleurs juifs.

Les sionistes achetaient des terres aux grands propriétaires et expulsaient les paysans qui les occupaient jusque-là, pour y établir des colonies juives.

Ainsi en 1920, l'achat de ses terres à un seul grand propriétaire a entraîné le départ d'une vingtaine de villages de Palestiniens arabes... Les chefs des grandes familles qui jouaient un rôle dirigeant dans la société et la vie politique palestinienne multipliaient publiquement des condamnations virulentes du sionisme mais ils ne se privaient pas de vendre eux aussi des terres aux organisations sionistes, réalisant ainsi d'importants bénéfices !

Un mouvement nationaliste palestinien s'était développé après la Première Guerre mondiale, protestant contre l'occupation britannique et revendiquant l'indépendance de la Palestine. Il dénonçait aussi les organisations sionistes et leur politique de colonisation et exigeait l'arrêt de l'immigration juive. Les tensions entre Juifs et Arabes qui avaient cohabité pacifiquement jusque-là allèrent en s'exacerbant et aboutirent, en 1929, aux premières émeutes antijuives. Un premier fossé de sang s'était creusé entre Juifs et Arabes. Et il ne fera que s'approfondir par la suite.

Pourtant, ces milliers de Juifs qui arrivaient d'Europe auraient pu jouer un tout autre rôle. Ils auraient pu chercher à lier leur destin à celui des populations arabes. Bien sûr, il aurait forcément fallu surmonter un sentiment de défiance. Mais cela aurait pu se faire d'autant plus facilement que ces populations arabes étaient en train de contester l'ordre que les puissances impérialistes voulaient leur imposer. L'histoire est riche d'exemples où des peuples, en luttant ensemble contre des ennemis communs, ont su tisser des liens solides et créer de profondes solidarités.

### **La grande révolte arabe (1936-1939)**

En 1936, éclata ce qu'on a appelé la grande révolte arabe. Pendant trois ans, les travailleurs, le petit peuple des villes et surtout la grande masse des paysans affrontèrent les troupes britanniques les armes à la main.

Le mouvement commença par une grève qui toucha les principales villes de Palestine et qui dura six mois. L'année suivante, de véritables milices paysannes livrèrent des combats contre les Britanniques, prenant le contrôle de zones entières. Même la vieille ville de Jérusalem passa un moment sous le contrôle des insurgés. Les Britanniques durent faire appel à 30 000 soldats. Ils établirent la loi martiale, instaurèrent la terreur dans de nombreux villages. Ils dynamitèrent plus de 20 000 maisons. Ils utilisèrent l'aviation pour bombarder des villages. Ils créèrent quatorze camps de détention dans lesquels transitèrent près de 50 000 Palestiniens et beaucoup furent déportés vers de lointaines colonies britanniques, les îles Seychelles notamment. Au total, 10 % de la population furent exilés, blessés ou tués. C'est de cette façon que les Britanniques réussirent à venir à bout de la rébellion.

Pour les masses pauvres, pour les millions de paysans sans terre, le sentiment d'oppression nationale était inextricablement lié à un sentiment d'oppression sociale : les grands propriétaires terriens et les impérialistes étrangers, du fait de leurs liens, constituaient les deux visages d'une même

oppression. Les paysans insurgés, quand ils contrôlaient une région, imposèrent parfois la suspension du paiement du loyer des terres et des dettes.

Si les masses populaires et surtout paysannes constituaient les troupes du mouvement, la direction de la révolte revint à un Haut Comité arabe qui représentait les vieilles familles de notables palestiniens. Il était présidé par le principal dignitaire religieux musulman, le Mufti de Jérusalem, membre d'une des plus riches familles de propriétaires terriens de Palestine, les Husseini.

Ce Haut Comité arabe fit tout son possible pour « modérer » le mouvement. Ces féodaux cherchèrent à le canaliser dans un sens qui ne soit pas dangereux socialement pour eux en l'orientant contre les Juifs, appelant à un boycott de la communauté juive.

Mais il n'y avait aucune fatalité à voir se dresser ces deux populations l'une contre l'autre. Les organisations juives avaient les moyens humains, militants, de trouver l'oreille et le cœur des masses exploitées palestiniennes si elles avaient combattu à leur côté pour chasser les occupants britanniques.

D'autant plus que parmi ces milliers de Juifs, beaucoup se revendiquaient à un degré ou à un autre des idées socialistes et que, contrairement aux féodaux arabes, ils auraient pu lier le combat contre l'oppression britannique au combat sur le terrain social, en particulier celui des paysans contre les prélèvements féodaux et les dettes. Beaucoup de ceux qui arrivaient en ces années 1920 et 1930 avaient milité dans des partis ouvriers, dans des syndicats en Pologne, en Russie. L'un des dirigeants sionistes et organisateur de la Haganah, l'armée de défense juive, avait été officier dans l'Armée rouge. Les kibboutz, ces colonies que créèrent les pionniers juifs dans ces années-là, étaient organisés suivant des idéaux égalitaires, « communistes » : il n'y avait pas de propriété privée, tout était mis en commun et cela correspondait très souvent à l'idéal de ces immigrants qui voulaient créer une société nouvelle, socialiste.

Mais les dirigeants sionistes firent le choix de ne pas s'adresser aux masses arabes car, même si beaucoup d'entre eux se prétendaient socialistes, ils étaient d'abord des nationalistes. Ils choisirent de fonder ces kibboutz sur des terres qui avaient été achetées aux grands propriétaires et en évinçant les paysans palestiniens. Dans la société nouvelle qu'ils bâtissaient, les Arabes n'avaient pas leur place et, dans ces conditions, c'est même contre eux qu'elle se construisait.

Non seulement les dirigeants sionistes n'ont pas choisi de s'allier aux masses exploitées arabes, mais ils aidèrent même les Britanniques à réprimer la révolte arabe en fournissant des supplétifs à l'armée britannique. Un dirigeant sioniste, Weizmann, présenta la lutte des Britanniques contre la révolte arabe comme la « lutte de la civilisation contre le désert ».

## Naissance de l'État d'Israël

---

Pour autant, après la répression de la révolte arabe, l'impérialisme britannique ne témoigna pas la moindre gratitude aux sionistes. Pour tenir compte des sentiments des populations arabes alors que la Deuxième Guerre mondiale s'annonçait et que l'impérialisme allemand multipliait les gestes en direction des mouvements nationalistes arabes, les autorités britanniques publièrent en 1939 un Livre Blanc dans lequel elles affirmaient leur volonté de restreindre d'une façon drastique l'immigration juive.

Ajoutant l'odieux au cynisme, les Britanniques prirent ces mesures alors que des régimes fascisants et antisémites, à commencer bien sûr par celui d'Hitler en Allemagne, amenaient un nombre croissant de Juifs à fuir l'Europe pour échapper aux persécutions. Même quand le régime nazi commença à organiser la déportation et l'extermination de plusieurs millions de Juifs, le gouvernement anglais refusa d'assouplir sa politique.

Cette attitude n'était pas propre aux dirigeants britanniques. Au même moment, tous les pays occidentaux adoptèrent des mesures contre l'immigration et fermèrent leurs portes aux Juifs.

Les dirigeants sionistes avaient très vite compris comment le nazisme pouvait servir leurs objectifs. D'après l'historien israélien Benny Morris, le dirigeant sioniste Ben Gourion aurait déclaré, après la « nuit de cristal », ce vaste pogrom organisé par le pouvoir hitlérien en Allemagne en 1938 : *« Si j'avais la possibilité de sauver tous les enfants juifs d'Allemagne en les transférant en Angleterre et seulement la moitié d'entre eux en les envoyant en Eretz Israël, je choisirais la deuxième solution – parce que nous ne devons pas seulement prendre en compte le sort de ces enfants, mais aussi l'histoire du peuple juif. »*

Mais si, au début du conflit, le Premier ministre britannique du moment, Winston Churchill, s'était déclaré partisan de la création « d'un grand État juif », son successeur, en 1945, se dépêcha d'oublier cette promesse. Les Britanniques, voulant reproduire le scénario qui avait suivi la Première Guerre mondiale, cherchèrent à se maintenir en Palestine, portant à 100 000 le nombre de leurs soldats stationnés.

Ce choix des Britanniques fermait la porte à la création d'un État juif. Pour cette raison, les organisations sionistes décidèrent, pour la première fois, de s'affronter à l'impérialisme britannique alors que jusque-là leur politique avait consisté à rechercher sa protection. Mais elles le faisaient exclusivement pour leur compte, non seulement sans les masses arabes, mais toujours contre elles.

Les sionistes recherchèrent le soutien de l'impérialisme américain qui, en appuyant la création d'un État juif en Palestine, trouvait une occasion de diminuer l'influence des Britanniques au Moyen-Orient.

Mais le véritable changement dans le rapport de force avec les Britanniques intervint avec la libération par les Alliés des camps d'extermination.

En effet, parmi les Juifs rescapés des camps, ceux qui étaient originaires d'Allemagne et de pays de l'Est de l'Europe comme la Pologne, où l'antisémitisme avait été très virulent, n'envisageaient absolument pas, pour la plupart, d'y retourner.

Mais où pouvaient-ils bien aller ? Les grandes puissances n'acceptaient pas plus qu'avant la guerre de les accueillir : entre 1945 et 1948, les États-Unis eux-mêmes n'acceptèrent l'entrée sur leur territoire que de 25 000 Juifs d'Europe, alors qu'ils étaient près de 100 000 à avoir été libérés des camps d'extermination et à attendre, dans d'autres camps, qu'un pays où ils puissent refaire leur vie accepte de les accueillir.

Ces dizaines de milliers de Juifs pouvaient légitimement avoir le sentiment d'être abandonnés du monde entier. Ils étaient devenus, au vrai sens du terme, des « sans-patrie ». Cela explique qu'ils se soient massivement tournés vers les organisations sionistes qui prétendaient leur en offrir une.

Le sentiment de ces milliers de Juifs qui venaient de connaître l'enfer était compréhensible et, dans ces circonstances, l'aspiration des Juifs à disposer d'un État qu'ils considéraient comme le leur était légitime.

Mais la farouche détermination de ces milliers de Juifs allait être tournée contre des populations arabes qui n'étaient en rien responsables de ce qui s'était passé en Europe pendant la guerre.

Les organisations sionistes mirent sur pied des réseaux pour acheminer les Juifs d'Europe en Palestine. Les Britanniques organisaient la chasse à ces immigrants clandestins et parquaient ceux qu'ils avaient arrêtés dans des camps sur l'île de Chypre. En 1947, 450 000 Juifs étaient détenus à Chypre.

Les sionistes qui, avec la Haganah, disposaient d'une véritable petite armée, se lancèrent dans des opérations militaires contre les troupes britanniques. Certaines organisations sionistes, comme l'Irgoun, une organisation d'extrême droite, se livrèrent à des attentats, parfois meurtriers. L'Irgoun parvint même à faire sauter l'hôtel qui accueillait le Quartier Général des forces britanniques en Palestine. Mais l'Irgoun, dans le même temps, posait des bombes dans des marchés des quartiers arabes. Car si, pour créer cet État juif, il fallait vaincre la résistance des Britanniques, il fallait aussi terroriser les populations palestiniennes qui y étaient hostiles. Les méthodes de l'Irgoun, dont un des dirigeants, Menahem Begin, allait devenir Premier ministre à la fin des années 1970, n'avaient rien à envier à celles des organisations terroristes palestiniennes d'aujourd'hui...

Soumis aux pressions américaines, incapables de mettre fin aux troubles organisés par les sionistes, les Britanniques se résignèrent finalement à se retirer de Palestine et confièrent à l'ONU le soin de proposer une solution. Le 29 novembre 1947, l'ONU adoptait un plan de partage de la Palestine en deux États, un État juif et un État palestinien. Les frontières proposées par les diplomates de l'ONU avantageaient nettement le futur État israélien : les Juifs,

qui ne représentaient qu'un tiers de la population, se voyaient accorder le contrôle de 55 % de la Palestine.

Les dirigeants des États arabes refusèrent ce partage et la création d'un État juif. Quant aux dirigeants sionistes, officiellement ils se montraient ouverts à la négociation sur la base du plan de l'ONU. Mais en réalité ils n'entendaient pas accepter la création d'un État palestinien.

## **La première guerre israélo-arabe**

La veille du départ des troupes britanniques, le 14 mai 1948, Ben Gourion proclama la naissance de l'État d'Israël, sans attendre la période de transition recommandée par l'ONU. Dès le lendemain de cette proclamation, les armées de plusieurs États arabes envahissaient la Palestine.

La guerre qui commençait allait durer, avec des trêves et des périodes d'accalmie, jusqu'en juillet 1949. L'État d'Israël en est sorti victorieux et a repoussé ses frontières bien au-delà de ce que proposait le plan de partage de l'ONU : le nouvel État juif occupait à ce moment-là 78 % de la Palestine.

Il existe, à propos de cette guerre, toute une mythologie forgée par le mouvement sioniste, présentant cette guerre comme la lutte de David contre Goliath.

Il est vrai que les milliers de Juifs qui se battaient avaient le sentiment de défendre leur existence. Cela leur donnait une détermination bien supérieure à celle des soldats des armées arabes, souvent commandées par des officiers incompetents et minées par la corruption, reflet de celle des régimes eux-mêmes.

Mais, en plus, le rapport de force militaire n'était pas si défavorable aux Israéliens ; l'ensemble des forces arabes sur le théâtre des opérations n'excédait pas en mai 1948 25 000 soldats, alors que la jeune armée israélienne, Tsahal, en alignait 35 000, puis 100 000 en décembre.

Enfin, les États arabes, au-delà de leurs proclamations, étaient incapables de coordonner leur action et se montraient même plus préoccupés de défendre leurs intérêts particuliers que de vraiment vaincre Israël.

Ainsi, la Transjordanie et Israël, concluant un accord secret, s'entendirent pour se partager la Palestine. Pendant la guerre, les troupes jordaniennes, qui représentaient la principale force militaire face à Israël, arrêtaient leur avance volontairement aux frontières de la Cisjordanie. Et en 1950, le roi Abdallah de Transjordanie annexa la Cisjordanie à son royaume. De son côté, l'Égypte prenait le contrôle du territoire de Gaza, sans toutefois l'annexer.

## **L'expulsion des Palestiniens**

Quant à la population palestinienne, encore sous le coup de l'échec et de la répression de la révolte de 1936, elle était hors d'état d'opposer une résistance. 700 à 800 000 Palestiniens prirent la fuite devant les armées israéliennes et devinrent des réfugiés, parqués dans des camps de toile en Cisjordanie, à Gaza et dans les différents pays environnants.

À eux trois, la Jordanie, le Liban et la Syrie accueillèrent, en 1950, près de 300 000 personnes, réparties dans 35 camps.

Les dirigeants israéliens ont toujours prétendu que ces Palestiniens étaient partis d'eux-mêmes, répondant aux appels des dirigeants des États arabes.

Le massacre de 250 hommes, femmes et enfants du village de Deïr Yassin par des militants de l'Irgoun était connu. Mais, notamment depuis l'ouverture des archives israéliennes, on sait officiellement que ce massacre fut loin d'être un événement isolé. Les massacres et les exactions commis par l'armée israélienne et les groupes paramilitaires furent nombreux et résultaient d'une politique consciente, planifiée, de « nettoyage ethnique », bien que le mot ne fût pas encore à la mode. Cela répondait à un plan de « judaïsation » des territoires conquis. Quelque 370 villages palestiniens furent rayés de la carte, leurs habitants chassés, les maisons dynamitées, des hommes étaient parfois massacrés pour terroriser les autres. À la fin de la guerre, tous ces villages reçurent des noms israéliens pour effacer complètement la trace des précédents occupants.

L'objectif des dirigeants israéliens, en semant la terreur, était de réaliser ce « transfert » de population évoqué par les sionistes depuis l'origine du mouvement, « transfert » qui allait permettre de constituer un État à peu près « ethniquement pur ».

Cette politique se prolongea après la guerre : entre 1949 et 1952, quarante villages palestiniens furent vidés, leurs habitants furent déplacés en bloc vers d'autres villages, refoulés de l'autre côté de la frontière ou dispersés à travers le pays. Le gouvernement israélien fit adopter, en 1950, une législation, la « loi des absents », qui permettait de saisir les terres des Palestiniens qui avaient fui.

Dans les premières années, les camps de réfugiés palestiniens offraient le spectacle d'une succession interminable de vastes toiles de tente. Les Palestiniens conservaient encore l'espoir de retrouver leurs terres dans un proche avenir. Quand il devint évident que ce ne serait pas le cas, des constructions en dur remplacèrent progressivement les toiles, donnant à ces camps l'allure d'immenses bidonvilles.

L'ONU créa en 1949 une agence spéciale, l'UNRWA, pour s'occuper d'assurer les soins et l'éducation des Palestiniens. Elle employait des Palestiniens, ce qui fournissait à des milliers d'entre eux une source de revenus, souvent la seule.

Grâce à l'UNRWA, la génération de Palestiniens qui grandit dans les camps eut le privilège d'apprendre à lire et écrire, dans des écoles mixtes, accueillant filles et garçons, de pouvoir faire des études, ce qui n'était pas le cas de la majorité des pauvres des pays dans lesquels ces camps se trouvaient. Les Palestiniens devinrent la population la plus scolarisée et la plus diplômée du monde arabe.

Si une minorité de ces Palestiniens put trouver du travail dans les États arabes, en particulier dans les pays du Golfe, si certains purent accéder à des responsabilités dans l'appareil d'État du pays où se trouvait leur camp, en Syrie et surtout en Jordanie, la majorité restait réduite à croupir dans ces camps sans aucune perspective d'en sortir jamais. Ils étaient des parias parmi les parias et on leur avait donné les moyens d'en avoir une conscience aigüe. Tous les ingrédients étaient réunis pour produire une génération entière de révoltés.

Ainsi la naissance d'Israël qui devait, d'après les sionistes, mettre fin à la diaspora juive, eut surtout pour principal résultat de créer une diaspora palestinienne.

## **Un État fondé sur la ségrégation et sous l'emprise des rabbins**

Un peu plus de 150 000 Palestiniens restèrent en Israël. Pendant plusieurs années, jusqu'en 1966, ils furent soumis à un régime militaire qui reposait sur les dispositions d'urgence que les Britanniques avaient prises en 1945 pour lutter contre le mouvement clandestin juif... Ce statut particulier accordait à des gouverneurs militaires des pouvoirs élargis sur les populations qui leur étaient soumises. La politique de confiscation des terres put ainsi se poursuivre au nom de la « sécurité » et de « l'intérêt public ».

La levée de ce statut militaire ne donna pas pour autant aux Palestiniens les mêmes droits qu'aux Juifs. L'État israélien est souvent présenté comme la seule démocratie du Moyen-Orient... Mais c'est une « démocratie » qui ne reconnaît pas les mêmes droits à tous ses citoyens et qui organise tout à fait officiellement une ségrégation raciale. En effet Israël, dès sa fondation, s'est affirmé comme un « État juif » et, de ce fait, il pratique ouvertement une discrimination entre ceux qui sont juifs et ceux qui ne le sont pas, en premier lieu, les Palestiniens.

Ainsi la « loi du retour » permet à n'importe quel Juif venant de New York ou de Paris d'obtenir la citoyenneté israélienne, lui permettant d'avoir tout de suite bien plus de droits que n'importe quel Palestinien pourtant né en Israël.

Seuls les Juifs et les Druzes effectuent leur service militaire, ce qui leur permet de bénéficier de certains avantages accordés par l'État, comme des prêts, des crédits immobiliers et une réduction sur les droits d'inscription à l'université. Des lois interdisent aux Arabes palestiniens qui ne reconnaissent pas le caractère juif de l'État d'Israël de se présenter aux élections.

Avec une telle législation, le problème s'est posé de définir qui est juif. Il fallut attendre 1970 pour que la Cour Suprême israélienne se risquer à proposer une définition : est juif celui qui est né d'une mère juive ou celui qui s'est converti au judaïsme et n'appartient pas à une autre religion. Certains esprits chagrins n'ont pas manqué de demander : « Comment définit-on une mère juive ? ».

Si l'État d'Israël n'a pas adopté de Constitution, c'était pour ne pas déplaire à ceux qui voulaient faire de la Torah le fondement du nouvel État... C'est le Parti Travailleuse de Ben Gourion qui a institué les cours de religion obligatoires dans les écoles, et non un parti religieux...

Dans bien des domaines, on pourrait multiplier les exemples de l'omniprésence de la religion et de ses règles, et de ce point de vue Israël a beaucoup de traits communs avec l'Iran ou l'Arabie saoudite, tous ces régimes particulièrement rétrogrades.

Pour se marier et divorcer, il faut suivre les prescriptions de la Torah. Les chrétiens, les musulmans et les Druzes doivent, eux, se soumettre à leurs autorités religieuses respectives. On peut imaginer les problèmes rencontrés par les couples « mixtes ». Des époux athées doivent divorcer selon les modalités de la « répudiation ». Un juif nommé Cohen ne peut épouser une femme divorcée car un Cohen, de par son nom, appartient à la tribu biblique des prêtres juifs. Qu'il le veuille ou non, c'est héréditaire et c'est la loi de Dieu...

Les rites alimentaires de la religion juive sont obligatoirement suivis dans les hôtels, les restaurants, les cuisines militaires, les écoles, les avions et les navires israéliens ; magasins, salles de distraction et transports publics sont fermés du crépuscule du vendredi à la soirée du samedi, respect du shabbat oblige ! De fait, les rabbins disposent de pouvoirs étendus...

Il n'était certainement pas dans le projet de la plupart des premiers immigrants, souvent laïcs et socialisants, de fonder un État théocratique. Mais cette évolution était inscrite pour ainsi dire dans le programme du sionisme. Et quand ce mouvement a donné naissance à un État, c'est tout de suite et tout naturellement qu'il s'est tourné vers les rabbins.

## **Israël, gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient**

Les premiers immigrants n'avaient certainement pas non plus pour but de devenir des mercenaires de l'impérialisme, même si, comme on l'a vu, le fondateur du sionisme, Herzl, l'exprimait lui très clairement. Mais le sionisme a fait de ce rôle de supplétif de l'impérialisme une quasi-condition d'existence de l'État juif au Moyen-Orient.

En effet, après la Deuxième Guerre mondiale, les populations arabes du Moyen-Orient manifestaient leur haine de l'impérialisme et des régimes qu'il avait contribué à mettre en place. La défaite de ces États face à Israël accentua encore leur discrédit.

Dès 1948, de violentes émeutes éclatèrent en Syrie, suivies, l'année d'après, de deux coups d'État militaires. En 1951, le roi Abdallah de Transjordanie, dénoncé pour avoir annexé la Cisjordanie, était assassiné par un Palestinien. En Égypte en 1952 et en Irak en 1958, les vieilles monarchies pro-anglaises complètement vomies par les populations furent renversées par des officiers nationalistes. Ces officiers, Nasser en Égypte et plus tard Kassem en Irak, cherchèrent à s'appuyer sur les sentiments anti-impérialistes des populations arabes.

Nasser, en nationalisant en 1956 le canal de Suez contrôlé par les Britanniques, devint pour de nombreuses années aux yeux de très larges masses le représentant du monde arabe en lutte contre les grandes puissances occidentales.

C'est dans ce contexte d'instabilité politique et de contestation sociale qu'Israël trouva son utilité aux yeux de l'impérialisme et gagna ses galons de gendarme à son service.

Après que Nasser eut nationalisé le canal de Suez, l'armée israélienne envahit l'Égypte, en accord avec les gouvernements français et anglais, leur fournissant le prétexte pour envoyer leurs troupes occuper le canal de Suez, soi-disant pour le « protéger » et « s'interposer ». Mais les États-Unis s'opposèrent à cette intervention, ne voulant pas revoir les anciennes puissances coloniales reprendre pied dans la région. Obligés d'obéir aux injonctions américaines, Français et Anglais durent piteusement rappeler leur corps expéditionnaire et Israël dut lui aussi évacuer ses troupes. Pour les Israéliens, la démonstration était clairement faite qu'il valait mieux être protégé par les États-Unis que par les seconds couteaux de l'impérialisme.

Quelques années plus tard, en 1967, avec la guerre dite « des Six Jours » – du fait de sa durée – Israël remporta une victoire spectaculaire sur tous les États arabes et affaiblit durablement le pouvoir de Nasser. Les territoires conquis pendant la guerre, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le désert du Sinaï et le plateau du Golan à la frontière de la Syrie, sans être annexés, demeurèrent sous occupation militaire israélienne. La ville de Jérusalem fut intégrée à Israël.

En contrepartie du rôle de gendarme régional, Israël a toujours pu compter sur le soutien indéfectible de l'impérialisme américain, depuis sa création. Un soutien politique, militaire et aussi financier car l'État israélien a toujours été en quelque sorte sous perfusion et n'aurait pas pu survivre sans l'aide américaine.

Le conflit entre Israël et les États arabes, entre Israël et les peuples arabes, a pu prendre à certains moments un caractère explosif et déstabilisateur qui était un facteur de désordre. D'autant que les dirigeants israéliens ont souvent considéré qu'ils pouvaient tout se permettre. Mais ces « dégâts collatéraux » étaient – et sont encore – acceptés par les grandes puissances, les États-Unis en premier lieu, car cette opposition entre Israël et le monde arabe leur permet de disposer d'un allié sûr dans la région, capable de mobiliser toute sa population.

## **De 1967 à nos jours : la lutte des Palestiniens conduit à la mise en place de l’Autorité autonome palestinienne**

---

### **Les Palestiniens s’affranchissent des États arabes**

Pour toute une génération de Palestiniens, la guerre de 1967 et l’entrée des troupes israéliennes en Cisjordanie constituèrent un tournant. C’est à partir de là qu’un mouvement nationaliste palestinien autonome, indépendant des États arabes, commença à s’affirmer.

Des dizaines de milliers d’entre eux connurent de nouveau un exode qui les amena dans des camps en Jordanie ou au Liban. Des centaines de milliers d’autres, ceux qui étaient restés en Cisjordanie, furent, pour la première fois, confrontés à l’occupation israélienne.

La défaite de 1967 signa la faillite des États arabes et démontra aux yeux des Palestiniens qu’il n’y avait rien à en attendre, pas même de Nasser qui avait suscité tant d’espoirs dans les années précédentes. Nombre d’entre eux prirent conscience qu’ils ne pouvaient compter que sur leur propre lutte. Des milliers de jeunes Palestiniens s’engagèrent dans la lutte politique et devinrent des combattants, des fedayins.

Dans les camps palestiniens, des milices se constituaient, défiant les autorités auxquelles les Palestiniens refusaient de se soumettre. Pour les populations pauvres de ces pays arabes, cela constituait un motif d’admiration et un exemple. Les travailleurs, les pauvres de toute la région se reconnaissaient dans la lutte et le courage des combattants palestiniens. Et même sans le vouloir spécialement, les combattants palestiniens éveillaient des espoirs au sein de ces masses pauvres.

Oui, dans ces années-là, les Palestiniens auraient pu constituer l’avant-garde de la lutte de tous les prolétaires du Moyen-Orient, ceux des bidonvilles du Caire en Égypte, d’Amman en Jordanie ou de Beyrouth au Liban. Car cette lutte, celle des exploités contre leurs exploités, ne connaît pas de frontières.

De fait, les Palestiniens étaient un exemple pour les masses arabes mais, pour qu’une telle lutte soit possible, il aurait fallu qu’une organisation en fasse consciemment son programme et le traduise en objectifs politiques accessibles pour ces millions d’exploités.

Et pour cela, les Palestiniens ne manquaient pas d’atouts. Les Palestiniens parlaient la même langue que les masses du Moyen-Orient et vivaient au milieu d’elles. Il leur aurait été facile de se faire comprendre, de toucher ces millions de pauvres et de les entraîner dans un combat commun.

## **L'impasse de la politique nationaliste de l'OLP**

Mais l'organisation qui s'imposa comme la direction de la lutte du peuple palestinien, l'Organisation de Libération de la Palestine, l'OLP, ne voulait surtout pas d'une telle politique. Ses dirigeants limitaient leur combat exclusivement au terrain national palestinien.

L'OLP était née en 1964 du regroupement de plusieurs organisations à l'initiative des États arabes, notamment de l'Égypte. Mais, après la défaite de ces États, l'une de ces organisations, le Fatah, s'imposa en s'appuyant sur la radicalisation des militants et sur leur volonté de couper tout lien avec des États discrédités. En 1969, son dirigeant et fondateur, Yasser Arafat, prenait la tête de l'OLP.

Mais le seul objectif d'Arafat était la création d'un État palestinien sur l'ensemble du territoire occupé par Israël, ce qui en clair signifiait sa destruction.

En mettant en avant comme objectif principal la destruction de l'État juif, les dirigeants de l'OLP permettaient aux sionistes de se poser en défenseurs du peuple juif luttant pour sa survie. Et c'est ainsi que le piège du nationalisme se referma de nouveau tragiquement sur ces deux peuples, juif et palestinien.

La perspective de toute la mouvance nationaliste, Arafat en tête, était de faire accepter un État palestinien par l'impérialisme et tous les autres États de la région. Il n'était pas question, dans leurs programmes, de bouleverser l'ordre social dans la future Palestine. Encore moins dans les autres pays de la région, même là où survivaient des structures sociales féodales ou claniques. Il n'était même pas question de mettre en cause l'ordre politique dans les pays voisins, pas même là où régnaient des dictatures ou des monarchies archaïques. Non, la direction nationaliste n'avait rien à dire aux masses exploitées et opprimées de la région. Elle voulait juste être reconnue par leurs oppresseurs.

Pour compenser sa modération sur le terrain social, Arafat chercha à afficher un radicalisme sur le terrain de la lutte armée. Il entretenait cette image radicale en apparaissant toujours vêtu d'une vareuse militaire, le keffieh autour du cou et le pistolet à la ceinture. La lutte armée présentait aussi l'avantage de justifier la mise en place d'un appareil militaire qui ne soit pas sous le contrôle des masses, avec une discipline et une centralisation qui permettent de faire taire les critiques.

Au sein de l'OLP, il existait d'autres organisations dont le programme apparaissait plus radical sur le terrain social que celui du Fatah : le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) créé par Georges Habache en 1967 et le FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), scission de la précédente organisation, dirigée par Nayef Hawatmeh. Ces organisations se revendiquaient du marxisme, se proclamaient anti-impérialistes, affirmaient lutter pour la révolution arabe mais, en réalité, elles restaient sur le même terrain nationaliste qu'Arafat et elles ne proposaient pas une politique fondamentalement différente. Comme pour Arafat, c'étaient la lutte armée, les

attentats terroristes qui étaient le moyen d'affirmer leur radicalisme. Et sur ce terrain, Arafat ne craignait pas leur concurrence. Les fedayins du Fatah, dans ces années-là, ne se battaient pas moins que les autres, faisant preuve d'une combativité et d'un courage incontestables.

Même du point de vue des intérêts de la lutte pour un État palestinien, cette politique a affaibli les masses palestiniennes désireuses de mettre fin à leur oppression car les dirigeants des États arabes n'ont pas été des alliés. Ils se sont révélés des ennemis aussi impitoyables que les dirigeants israéliens. Les Palestiniens en ont malheureusement fait plus d'une fois l'expérience.

### **Le massacre de Septembre noir (1970)**

D'abord en Jordanie où des milliers de Palestiniens avaient afflué après 1967. La présence des fedayins et leur popularité dans la population jordanienne représentaient un facteur d'instabilité sociale qui devint rapidement insupportable aux yeux des dirigeants jordaniens. En septembre 1970, ils envoyèrent l'armée contre les camps palestiniens. Près de 5 000 Palestiniens trouvèrent la mort dans les combats ou furent massacrés après avoir été désarmés.

Mais cela n'empêcha pas Arafat, après le massacre, de participer à une rencontre de « réconciliation » organisée par Nasser où il serra la main du roi Hussein de Jordanie. Cette main était encore rouge du sang de nombreux Palestiniens. Mais Arafat tenait à conserver de bonnes relations avec les chefs d'État arabes.

Après ce massacre connu sous le nom de « Septembre noir », des milliers de Palestiniens durent fuir la Jordanie et gagnèrent le Liban.

### **La guerre du Liban (1975-1982)**

La présence palestinienne y était déjà importante, au point que, depuis 1969, l'OLP bénéficiait d'un statut d'extraterritorialité officiellement reconnu dans les camps et, de fait, plus largement. Après avoir été chassée de Jordanie, l'OLP avait installé son quartier général à Beyrouth.

On appelait le Liban « la Suisse du Moyen-Orient ». Mais si une bourgeoisie, essentiellement chrétienne, affichait une richesse insolente, la grande masse des travailleurs et des pauvres vivaient dans des conditions qui ressemblaient à celles des Palestiniens des camps. Et cette partie de la population libanaise témoignait de la sympathie et même une solidarité active vis-à-vis de ces Palestiniens. En retour, la présence des fedayins palestiniens donnait confiance à ces pauvres, les encourageait à se battre.

En 1975, les contradictions sociales débouchèrent sur une véritable guerre civile. C'est le mitraillage d'un bus palestinien par des miliciens chrétiens d'extrême droite qui marqua le déclenchement des affrontements.

Aucun gouvernement n'était plus en mesure de reprendre le contrôle de la situation. L'armée libanaise elle-même a fini par éclater. Avant de prendre par la suite un caractère confessionnel sous l'influence des directions des différentes forces en présence, cette guerre civile opposait au début la fraction la plus réactionnaire des couches chrétiennes privilégiées aux masses les plus pauvres.

Arafat expliqua alors que les Palestiniens n'avaient pas à se mêler du conflit, qu'ils devaient s'en tenir à l'écart car cela ne concernait pas la lutte pour un État palestinien. En juin 1975, il déclara : « *Tout ce qui se passe au Liban est injustifiable. La révolution palestinienne sait pour sa part que le véritable champ de bataille se trouve en Palestine et qu'elle ne peut tirer aucun bénéfice d'une bataille marginale qui la détournerait de son véritable chemin.* »

Cette attitude priva les Palestiniens de politique alors qu'ils avaient été le facteur déclenchant de cette guerre civile et qu'ils participaient aux combats. C'est pourquoi le retour à l'ordre exigeait nécessairement l'écrasement des Palestiniens.

Ce fut la Syrie qui joua le rôle du gendarme se chargeant de rétablir l'ordre. En juin 1976, l'armée syrienne entra au Liban pour soutenir les forces chrétiennes à un moment où celles-ci se retrouvaient en situation d'infériorité. Les dirigeants syriens cherchaient à faire prévaloir leurs propres intérêts mais, dans le même temps, en jouant les pompiers de l'incendie libanais, ils trouvaient là une occasion de rentrer en grâce auprès de l'impérialisme alors que celui-ci leur avait fait payer leur politique nationaliste et leur alliance avec l'Union Soviétique.

Ce fut donc l'armée syrienne, relayée par les milices d'extrême droite chrétiennes, les phalangistes, qui fit reculer les Palestiniens et la gauche libanaise.

En 1982, plus de 100 000 soldats israéliens franchirent la frontière libanaise et remontèrent jusqu'à Beyrouth qui fut assiégé et bombardé. L'objectif affiché était de mettre définitivement un terme à la présence de l'OLP au Liban.

Arafat parvint à quitter Beyrouth, trouvant refuge à Tunis, tandis que 15 000 fédâyins furent évacués et dispersés, désarmés, dans tout le Moyen-Orient.

C'est alors qu'il n'y avait plus de combattants dans les camps palestiniens que des milices de l'extrême droite chrétienne soutenue par Israël massacrèrent plus de 1 500 Palestiniens des camps de Sabra et Chatila, situés dans la banlieue de Beyrouth, en majorité des femmes et des enfants, massacre commis sous les yeux des militaires israéliens, témoins complices et bienveillants.

Le mouvement palestinien, par sa force et son potentiel révolutionnaire, représentait une menace pour tous les dirigeants des États arabes. Mais ceux-ci en avaient plus conscience que les masses palestiniennes. En présentant les États arabes comme des alliés, Arafat a désarmé politiquement les

Palestiniens et les a privés de leurs véritables alliés, les masses pauvres que ces États opprimaient. Le peuple palestinien se retrouva isolé, acculé à se battre à la fois contre Israël et les États arabes.

## **Arafat, un interlocuteur reconnu par l'impérialisme... mais pas par Israël**

Mais pour Arafat, les opérations militaires étaient surtout un moyen d'obtenir une reconnaissance diplomatique. Même affaibli par ces défaites successives – ou, peut-être, justement à cause de cela – Arafat fut reconnu comme un interlocuteur y compris par les dirigeants américains. En 1974, il avait été invité à discourir à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU tandis que l'OLP avait été admise à l'ONU en tant qu'observateur. En exil à Tunis, grâce aux subventions d'un certain nombre d'États, notamment des monarchies pétrolières du Golfe, Arafat put financer l'existence d'un appareil comptant plusieurs milliers de fonctionnaires.

Pour les dirigeants impérialistes, ménager Arafat, c'était préserver l'avenir : si la situation devenait trop explosive pour qu'Israël puisse en venir à bout, Arafat pourrait alors jouer un rôle bien utile de stabilisateur, de pompier capable d'éteindre l'incendie que des masses populaires en colère seraient susceptibles d'allumer.

Mais, en attendant, de leur côté, les dirigeants israéliens continuaient d'afficher leur intransigeance et refusaient de négocier avec l'OLP. Pour eux, rien n'avait changé depuis l'époque où le Premier ministre israélien Golda Meir déclarait, en 1969 : « *Le peuple palestinien, ça n'existe pas.* »

C'est la lutte des Palestiniens, la révolte des populations des Territoires occupés, la première Intifada, la révolte des pierres comme on l'a aussi appelée, qui a obligé pour la première fois Israël à reconnaître l'existence des Palestiniens sur le plan politique et à accepter de discuter avec l'OLP.

Cette révolte a commencé en 1987 et a duré jusqu'en 1993 malgré une répression très sévère qui ne parvint pourtant pas à en venir à bout.

Pour comprendre les origines de cette révolte, il faut évoquer les conditions dans lesquelles vivaient les Palestiniens dans les territoires occupés par Israël après 1967.

## **Les Territoires occupés par Israël après 1967**

En occupant la Cisjordanie et la bande de Gaza, Israël se retrouva pour la première fois à devoir gérer des territoires peuplés exclusivement de Palestiniens, un peu plus d'un million de personnes. Le gouvernement israélien fit le choix de ne pas les annexer mais de mettre en place une administration d'occupation essentiellement militaire.

Pour l'économie israélienne, ces territoires représentèrent un débouché pour ses exportations alors que tous les pays environnants lui étaient fermés. Les produits agricoles israéliens purent envahir les marchés de ces territoires alors que les paysans cisjordanien se voyaient, eux, interdire l'accès au marché israélien.

Les Palestiniens furent autorisés à aller travailler en Israël, permettant ainsi aux entreprises israéliennes de trouver une main-d'œuvre sous-payée. Mais, pour se déplacer, il fallait obtenir un permis spécial auprès de l'administration militaire. Les vexations et les humiliations étaient fréquentes de la part des soldats israéliens chez qui le racisme antiarabe se développait.

À partir de 1974, les gouvernements israéliens commencèrent à encourager la création de colonies de peuplement en multipliant les expulsions de paysans palestiniens et en installant des Juifs sur leurs terres. Ces colons vivaient ainsi dans de véritables camps fortifiés au milieu de la population arabe et affichaient une attitude provocante et méprisante, sûrs d'être de toutes façons appuyés par l'armée israélienne.

La répression contre les militants de l'OLP était sévère et des milliers d'entre eux furent arrêtés, passant des années en prison ou dans des camps. Quand un militant était arrêté, sa maison était dynamitée, et toute sa famille, punie collectivement, se retrouvait sans toit...

Mais, loin de briser les Palestiniens, la répression faisait naître de nouvelles vocations militantes. Toute cette rancœur accumulée ne demandait qu'une étincelle pour exploser.

## **La première Intifada (1987-1993)**

La première Intifada éclata en décembre 1987. À partir de là, tous les jours, pendant des années, les mêmes scènes se reproduisirent : des Palestiniens, souvent très jeunes, lançaient des pierres sur les soldats israéliens qui répondaient avec tout l'arsenal à leur disposition, depuis les grenades lacrymogènes jusqu'aux balles à fragmentation.

Le ministre de la Défense, le travailliste Itzhak Rabin, donna pour consigne aux soldats israéliens de briser les os des lanceurs de pierres, formule qu'il fallait comprendre au sens propre. Et c'est ainsi que l'on a pu voir, sur les télévisions du monde entier, des soldats israéliens s'acharner à coups de bâton sur les jambes et les bras de jeunes de moins de vingt ans... Mais des milliers de jeunes manifestèrent durant ces années-là une détermination qui eut finalement raison de la répression israélienne.

Il devint clair, aux yeux des dirigeants israéliens, que l'armée s'usait et se démoralisait à des tâches de répression sans pour autant mettre fin à la révolte palestinienne. Des soldats déclaraient ne plus vouloir aller servir dans les Territoires occupés. Ces « refuzniks », comme on les appelait, ne représentaient qu'une infime minorité, mais ce mouvement eut un retentissement important dans ce pays où la population témoignait jusque-là

une confiance totale à l'armée. Plus largement, un sentiment de lassitude s'exprimait dans la population.

En 1992, les travaillistes emmenés par Rabin remportèrent les élections après s'être engagés pendant la campagne à ouvrir des négociations avec les Palestiniens. Les contacts avec l'OLP noués secrètement au cours des années précédentes purent prendre un caractère plus officiel et aboutirent en 1993 à la signature des accords d'Oslo, sous les auspices du président américain Clinton.

### **La période des accords d'Oslo (1993-2000) : la réalité du prétendu « processus de paix »**

Les accords d'Oslo prévoyaient la mise en place progressive d'une Autorité autonome palestinienne contrôlant d'abord Gaza et la ville de Jéricho. Par la suite, d'autres accords, dits « d'Oslo II », signés en 1994 définirent trois zones : la zone A, représentant 3 % de la Cisjordanie, devait être administrée par l'Autorité palestinienne ; la zone B, qui en couvrait, elle, 27 %, serait administrée conjointement avec les Israéliens et, le restant, soit 70 % du territoire, la zone C, devait rester sous administration israélienne.

Une période s'ouvrit donc, celle des « accords d'Oslo », qui alla jusqu'à l'éclatement en 2000 de la deuxième Intifada, période pendant laquelle les dirigeants israéliens et palestiniens négocièrent ou plus exactement se rencontrèrent à plusieurs reprises, à Camp David, à Taba, pour ne citer que celles-là. Du coup, on a parlé pour qualifier ces grandes manœuvres diplomatiques d'un « processus de paix ». Mais, en réalité, il n'y a jamais eu de « processus de paix » car il n'y a jamais eu de réelles négociations : Israël avait dû concéder aux Palestiniens une autonomie limitée mais jamais ses dirigeants n'envisagèrent réellement d'aller plus loin, jamais ils n'envisagèrent réellement la création d'un État palestinien.

En fait, les Israéliens acceptèrent de concéder aux Palestiniens un embryon d'État parce qu'ils attendaient de cette Autorité palestinienne qu'elle soit capable de faire la police et de tenir sa population, ce que les Israéliens n'étaient plus en mesure de faire.

Dans les années qui suivirent la signature des accords d'Oslo, les dirigeants israéliens soumirent l'Autorité palestinienne à une pression constante et de plus en plus violente.

Les dirigeants travaillistes israéliens étaient d'autant moins enclins à faire des concessions aux Palestiniens qu'ils étaient accusés par la droite et l'extrême droite de faire preuve de faiblesse à leur égard. Les critiques les plus virulentes venaient des mouvements de colons. Les signataires d'Oslo étaient dénoncés comme des traîtres à la patrie, prêts à livrer des Juifs, les colons, à un futur État palestinien. C'est dans ce climat de déchaînement de l'extrême droite nationaliste qu'un jeune colon assassina le Premier ministre Rabin en 1995. Les gouvernements qui se succédèrent par la suite, qu'ils fussent

travailleuses ou de droite quand celle-ci revint au pouvoir en 1996, eurent exactement la même politique, multipliant les démonstrations d'intransigeance et de fermeté vis-à-vis des Palestiniens.

Le principal moyen de pression utilisé fut le bouclage, c'est-à-dire l'isolement complet de la Cisjordanie et de Gaza. Durant les années de l'occupation, les déplacements se faisaient sans trop d'entraves. Quand Gaza devint territoire autonome, les Israéliens transformèrent cette enclave en un véritable camp d'internement entouré d'un mur hermétique ne disposant que d'un seul point de passage côté israélien, celui d'Erez. Plusieurs heures étaient nécessaires, même en temps normal, pour le franchir. Et le gouvernement israélien pouvait à tout moment décider de sa fermeture, ce dont il ne se priva pas. Plus d'un million de Palestiniens se retrouvaient alors enfermés dans une prison à ciel ouvert...

Pour la Cisjordanie, ce n'était pas mieux. On a pu parler à son propos d'un territoire « peau de léopard » tant étaient nombreuses et dispersées les zones où ne s'exerçait pas le pouvoir de l'Autorité palestinienne : aux zones prévues par les accords d'Oslo s'ajoutaient toutes les colonies de peuplement. Et leur nombre n'a pas cessé d'augmenter pendant les années du prétendu « processus de paix » : s'il y avait 115 000 colons en 1993, ce nombre était passé à 200 000 sept ans plus tard. Et il faut rajouter plus de 100 000 colons vivant dans plusieurs quartiers palestiniens de Jérusalem-Est. Cette extension des colonies juives se faisait inmanquablement en volant des terres aux Palestiniens, à la fois pour installer les colons eux-mêmes, mais aussi pour construire des routes réservées exclusivement aux Israéliens et reliant les colonies entre elles, pour aménager des zones de sécurité interdites à la culture afin de faciliter la surveillance.

Cet émiettement du territoire permettait et permet encore aujourd'hui à l'armée israélienne d'interdire la circulation à l'intérieur de la Cisjordanie, avec des conséquences dramatiques pour la vie quotidienne de la population : des villes peuvent se retrouver coupées plusieurs jours du reste du monde, ne recevant plus d'approvisionnement, en eau notamment ; des paysans ne peuvent plus rejoindre leurs champs ; des écoliers se retrouvent condamnés à rester chez eux, ne pouvant gagner leur école. Pour ne pas parler des malades, parfois dans un état grave, qui se voient interdire le déplacement jusqu'à un hôpital.

Enfin, dernière conséquence des bouclages à répétition, mais pas la moindre : il est devenu quasiment impossible de travailler en Israël et cela a privé beaucoup de Palestiniens d'une importante source de revenus. Le chômage a augmenté au point d'atteindre 40, 50 % ou plus encore dans certains endroits.

Durant ces années du « processus de paix », pour la grande masse des Palestiniens, les conditions de vie se sont dégradées, la misère a augmenté. Et ils ne se voyaient même pas épargner les humiliations de la période de l'occupation puisque les Israéliens, leur armée, étaient toujours là...

## **La mise en place de l'Autorité palestinienne (1994)**

La majorité des Palestiniens ont aussi rapidement été déçus par la nouvelle Autorité palestinienne qui s'est mise en place dès 1994. La déception fut à la mesure des espoirs qu'elle avait suscités.

L'appareil d'État qui se mit en place ressembla très vite à tous les autres États arabes du Moyen-Orient, corrompu jusqu'à la moelle, dur et méprisant vis-à-vis de la population.

L'un des premiers actes de l'Autorité palestinienne fut de constituer une police, une force de sécurité qui acquit en peu de temps une sinistre réputation. On pourrait même dire plusieurs polices car il existait, en dehors de la police « ordinaire », sept services chargés de la « sécurité », se faisant d'ailleurs concurrence, et ayant chacun le droit de prélever des « taxes » ou d'infliger des amendes. L'une d'entre elles, la Force 17, était la garde personnelle d'Arafat. Une autre était dirigée par un membre de la famille d'Arafat, Moussa Arafat, réputé pour ses méthodes violentes et son goût de l'argent. Sur les 135 000 fonctionnaires que comptait l'Autorité palestinienne, la moitié travaillaient dans les différents services de sécurité.

Les opposants, tous ceux qui critiquaient la politique d'Arafat, furent en butte à la répression, beaucoup furent arrêtés. Les témoignages sont unanimes pour considérer que les conditions de détention étaient pires que pendant l'occupation israélienne.

Arafat débarqua avec tous les membres de l'appareil de l'OLP qui auparavant se trouvaient avec lui à Tunis. Ils occupèrent tous les postes de direction de la nouvelle Autorité palestinienne, les ministères, les commissions où s'attribuaient les marchés publics. La corruption sous toutes ses formes devint bientôt manifeste. Des entreprises se voyaient attribuer le monopole de la distribution d'essence ou de l'importation de ciment et ces situations avantageuses avaient sûrement eu un prix. En tout cas, tous les journalistes qui s'étaient risqués à le dire furent arrêtés par la police palestinienne. Les services qui délivraient des licences d'importation et d'exportation étaient réputés pour exiger un petit supplément. L'exemple venait de haut puisque les rentrées liées au commerce extérieur ne figuraient sur aucune comptabilité officielle et allaient directement approvisionner des comptes en Israël...

À Gaza, qui ressemble à un immense bidonville, la population put voir se construire des hôtels de luxe tandis que rien n'était fait pour améliorer ses conditions de vie misérables.

Alors la déception engendrée par ces premières années d'existence de l'Autorité palestinienne entraîna le discrédit du Fatah, le parti d'Arafat, auprès d'une partie croissante des Palestiniens. Et ce discrédit permit à un parti islamiste, le Hamas, de s'affirmer comme le champion de la lutte contre l'occupation israélienne.

D'où vient ce parti, le Hamas, qui, en quelques années, s'est imposé face à l'OLP ?

## **Le Hamas, de la lutte contre l'OLP aux premiers attentats-suicides**

L'image du combattant refusant les compromis avec Israël à laquelle le Hamas devait sa popularité était en fait relativement récente. Pendant longtemps, les islamistes n'avaient pas repris à leur compte le combat nationaliste. Ils se cantonnaient au terrain religieux et à l'action caritative, s'occupant de l'aide aux pauvres, créant des cliniques, des garderies d'enfants, etc. Leur ennemi principal n'était pas l'occupant israélien, mais d'autres Palestiniens, les « mécréants », les militants communistes, les militants laïcs de l'OLP.

Pour cette raison, ils ont pu bénéficier de la bienveillante neutralité des autorités israéliennes qui espéraient ainsi diminuer l'influence de l'OLP. Ils ont permis aux associations islamistes de recevoir tout à fait légalement des subventions de l'Arabie saoudite. Grâce à ce financement, le nombre de mosquées à Gaza a triplé entre 1967 et 1987, passant de 200 à 600. Les Israéliens laissèrent aussi se créer l'Université islamique de Gaza, seule institution universitaire de la ville, qui devint un vivier de militants islamistes.

Finalement, après toute une période de développement « apolitique », au moment du déclenchement de la première Intifada en 1987, conscients du fait qu'ils auraient été complètement marginalisés s'ils étaient restés à l'écart de la lutte qui se menait contre l'occupation israélienne, la majorité de ces militants islamistes décidèrent de créer un parti politique, le Hamas, acronyme de « mouvement de la résistance islamique ». Les militants du Hamas firent leurs premières armes pendant la première Intifada. Mais leur influence restait encore limitée.

En 1993, le Hamas se démarqua de l'OLP en manifestant son opposition aux accords d'Oslo, dénoncés comme une trahison de la cause palestinienne. Mais ni cette opposition, ni les premiers attentats-suicides organisés à partir de 1994 ne rendirent le Hamas très populaire dans ces années où la majorité des Palestiniens se réjouissaient encore de la création de l'Autorité palestinienne.

On peut imaginer le degré de désespoir atteint par la grande masse des Palestiniens pour que les attentats-suicides soient finalement reconnus comme l'un des principaux moyens de lutte contre les Israéliens.

Cette déception, cette colère, ce désespoir s'exprimèrent avec la deuxième Intifada.

## La deuxième Intifada (2000)

Elle a éclaté en septembre 2000 à la suite d'une provocation de Sharon, ce général d'extrême droite, qui avait été ministre de la Défense au moment des massacres de Sabra et Chatila au Liban, massacres dont il avait été jugé en partie responsable, ce qui lui avait fait perdre son poste ministériel.

Sharon, sachant très bien ce qu'il allait provoquer, se rendit sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, lieu saint des musulmans mais revendiqué aussi par les Juifs. Son geste avait pour but de réaffirmer la mainmise israélienne sur ces lieux. Des affrontements éclatèrent dès son arrivée et continuèrent dans les jours suivants. La répression israélienne fut particulièrement sanglante dès les premiers mois.

La violence de la répression amena, du côté palestinien, à ce qu'on a appelé « une militarisation de l'Intifada ». Les jeunes Palestiniens eurent rapidement le sentiment que lancer des pierres était insuffisant. Les organisations nationalistes, et surtout le Hamas, s'appuyèrent sur ce sentiment pour les enrôler dans des milices capables de leur fournir des armes à feu. Ces organisations trouvaient ainsi le moyen de canaliser et de contrôler le mouvement de révolte. L'action proposée aux plus déterminés de ces jeunes était l'organisation d'attentats-suicides.

Cette politique de terrorisme aveugle était criminelle à plus d'un titre. Bien sûr parce qu'elle visait des innocents mais aussi parce qu'en créant un sentiment de peur et d'insécurité, elle a poussé la population israélienne dans les bras des partisans d'une politique répressive à l'égard des Palestiniens.

Sharon avait délibérément joué la carte de la provocation pour pouvoir ensuite se poser en garant de la sécurité des Israéliens par l'usage de la politique du gros bâton, la seule qui semblait rester aux yeux de la majorité des Israéliens. Les Israéliens qui, quelques années avant, avaient voté pour des partis se proclamant partisans de négociations avec les Palestiniens, ont eu le sentiment que cette politique avait échoué, qu'il était impossible de s'entendre avec les Palestiniens. C'est en spéculant sur ce sentiment de peur des Israéliens que Sharon remporta les élections de 2001.

## L'arrivée de Sharon au pouvoir

En arrivant au pouvoir, Sharon aurait dit : « *Les accords d'Oslo sont morts.* » Rompant avec la politique de ses prédécesseurs, Sharon se refusa à tout contact avec les dirigeants de l'Autorité palestinienne, désignés comme responsables des attentats et comme les inspirateurs de l'Intifada.

Alors que jusque-là l'Autorité palestinienne bénéficiait d'un semblant de reconnaissance de la part des dirigeants israéliens, Sharon fit bombarder tous les bâtiments officiels, les ministères, les casernes abritant les forces de sécurité, toutes les infrastructures construites dans les années précédentes.

Des assassinats de militants et de dirigeants palestiniens étaient organisés en représailles aux attentats. Ces assassinats sont présentés par les militaires israéliens comme étant « ciblés », à la différence des attentats palestiniens. Mais peut-on parler d'un assassinat « ciblé » quand un hélicoptère tire, par exemple, un missile sur la maison dans lequel le militant visé a trouvé refuge, la détruisant entièrement avec tous ses habitants ?

L'armée israélienne multiplia les incursions en Cisjordanie et à Gaza tandis que les bouclages étaient rendus quasi permanents. Sur les principales routes, l'armée israélienne organisait des « check points », rendant aléatoire et interminable le moindre déplacement. Certains étaient permanents, d'autres provisoires. Ce mot a envahi la vie quotidienne des Palestiniens.

Toute l'économie palestinienne se retrouva asphyxiée, l'échange de marchandises devenant quasiment impossible. Les Israéliens imposèrent en effet le « dos-à-dos » : les camions palestiniens devaient décharger leurs marchandises au « check point » et un autre camion, de l'autre côté du « check point », devait les prendre en charge.

Le gouvernement israélien, à plusieurs reprises, cessa de reverser le produit des taxes douanières sur les marchandises exportées par les entreprises palestiniennes, qu'il encaissait, depuis les accords d'Oslo, pour le compte de l'Autorité palestinienne. Celle-ci se retrouva privée de l'une de ses principales ressources et incapable de payer ses fonctionnaires. On mesure les conséquences quand on sait que ces salaires faisaient vivre un quart de la population...

En 2002, avec l'opération « Remparts », les chars israéliens réinvestirent les principales villes de Cisjordanie, et vinrent mettre le siège devant la Mouquata, à Ramallah, résidence du gouvernement palestinien. Sharon qui affichait l'objectif de renverser Arafat n'osa pas aller jusqu'au bout, mais Arafat resta plus de deux ans prisonnier dans ce bâtiment en partie détruit, sans eau et sans électricité à certains moments.

Dans les villes réoccupées, l'armée israélienne imposait des couvre-feu qui pouvaient durer plusieurs jours. Des quartiers entiers, comme dans la ville de Jenine, furent détruits au bulldozer sans que les habitants aient été évacués au préalable, des familles entières se retrouvant enterrées sous les gravats.

Mais le nom de Sharon est surtout associé à la construction du « mur » qui doit organiser une séparation totale avec la Cisjordanie. Sharon ne fit que reprendre une idée lancée par les travaillistes quelques années plus tôt. Ce mur est présenté par les dirigeants israéliens comme une « barrière de sécurité » – c'est ainsi qu'ils l'appellent – devant protéger les Israéliens des attentats terroristes.

Il doit se poursuivre sur 700 km tout le long de la « ligne verte », ainsi qu'on appelle les frontières d'avant 1967. Sur certaines portions, il s'agit d'un mur de béton de huit mètres de haut, sur d'autres d'une clôture, le tout équipé de technologies de surveillance dernier cri, caméras et mitrailleuses télécommandées.

Le tracé du mur doit aussi permettre d'intégrer à Israël les principales colonies juives sous prétexte d'assurer leur sécurité. Ce qui reviendrait à annexer 43 % de la Cisjordanie. Et la construction elle-même a nécessité l'expropriation de nombreux Palestiniens. Plutôt que d'une barrière de séparation, il faudrait parler d'une barrière d'annexion !

En 2005, Sharon a organisé le retrait total de l'armée israélienne de la bande de Gaza, d'une façon unilatérale, sans aucune négociation avec les dirigeants palestiniens. Cela l'a amené à s'opposer aux colons installés à Gaza qu'il a fallu évacuer, à l'extrême droite partisane du « Grand Israël », hostile à la moindre restitution de terres aux Palestiniens. Sharon, en fait, abandonnait Gaza, difficile à contrôler en raison de la forte concentration des Palestiniens, pour mieux reporter les forces israéliennes sur la Cisjordanie.

Pendant les années Sharon, la colonisation en Cisjordanie s'est poursuivie de plus belle. Il y a aujourd'hui plus de 260 000 colons, auxquels il faut rajouter 180 000 colons installés dans la partie arabe de Jérusalem. Même après l'évacuation des colonies de Gaza, ce nombre a continué d'augmenter. L'argent dépensé par l'État en faveur des colonies représente à lui seul la moitié de l'aide américaine qui se monte à trois milliards de dollars par an. Avec l'implantation de nouvelles colonies, le gouvernement israélien cherche à créer une situation irréversible, justifiant les annexions futures.

La politique menée par Sharon n'a évidemment pas permis de mettre fin aux attentats, elle n'a pas permis d'assurer la sécurité des Israéliens. Elle n'a fait qu'approfondir encore plus le fossé de haine entre Israéliens et Palestiniens et elle prépare les explosions de violence et les Intifadas de demain.

## Alors, quel bilan peut-on tirer aujourd'hui ?

---

### Israël : le poids de l'armée

Pour les Israéliens, cette politique a un coût très lourd. Israël est un petit pays de 7 millions d'habitants aujourd'hui. Forcément, toutes les familles ont perdu l'un des leurs dans l'une des guerres menées depuis sa création. En fait, sa population vit en état de guerre permanent, toujours l'arme au pied quand ce n'est pas l'arme à la main. Le service militaire est de trois ans pour les hommes, deux pour les femmes. Les hommes, jusqu'à quarante ans, doivent sept à huit semaines par an reprendre du service au sein de l'armée. Un ancien chef d'état-major pouvait dire du citoyen israélien qu'il était « *un soldat en permission onze mois par an* ».

L'armée est devenue omniprésente dans la société israélienne. Les anciens généraux sont nombreux parmi le personnel politique et la plupart des Premiers ministres de ces dernières années étaient d'anciens chefs d'état-major. La société israélienne est devenue une caserne où il ne fait pas bon être dénoncé comme un traître à sa patrie.

L'État a toujours consacré une part très importante de son budget à l'armée mais, ces dernières années, ce poids est devenu insupportable. L'État a mis en place un plan d'économies concernant les dépenses sociales. Des coupes claires ont été pratiquées dans les budgets sociaux. Les chômeurs de moins de 25 ans se voient contraints à accepter les emplois qui leur sont proposés s'ils ne veulent pas être radiés. Des femmes seules avec des enfants se sont vu supprimer des allocations qui leur permettaient de survivre.

Les inégalités, et pas seulement les inégalités sociales, ont toujours été très importantes dans la société israélienne : entre, d'un côté, Juifs d'origine d'Europe de l'Est, les Ashkénazes, et, de l'autre, les Sépharades ou Misrahi qui se voient parfois surnommés avec mépris les « noirs » d'Israël, originaires du Moyen-Orient, du Maghreb, ou d'Éthiopie plus récemment. Mais ces inégalités se sont approfondies ces dernières années. Un enfant sur trois vit, en Israël, sous le seuil de pauvreté. Même les 240 000 rescapés des camps d'extermination vivant en Israël n'ont pas le droit à un traitement de faveur puisqu'un tiers d'entre eux vit en dessous du seuil de pauvreté...

### Le poids de l'extrême droite

Mais il n'y a pas que le coût matériel. Cette guerre menée aux Palestiniens contribue à rendre toute la société israélienne plus violente. Un jeune qui s'est livré pendant des mois en Cisjordanie à de véritables actes de barbarie à l'encontre des Palestiniens ne peut en revenir indemne.

Une extrême droite nationaliste et religieuse, qui dispose, avec les milliers de colons, d'une base militante et active, pèse lourdement dans la vie politique. Beaucoup d'entre eux sont partisans d'un « Grand Israël » comprenant la Cisjordanie, qu'ils appellent, d'après les termes bibliques, la Judée et la Samarie. Et, fidèles en cela à l'esprit du sionisme, certains reprennent ouvertement l'idée du transfert des Palestiniens d'Israël ou de Cisjordanie dans les autres pays arabes.

## **Palestiniens : Le Hamas au pouvoir**

Du côté des Palestiniens, la situation est bien pire qu'il y a dix ans. Nous avons déjà évoqué toutes les conséquences pour la population palestinienne, sur le plan matériel et dans la vie quotidienne, de la politique israélienne.

Après la mort d'Arafat en 2004, celui qui était son Premier ministre, Mahmoud Abbas, a été élu président de l'Autorité palestinienne. Plus encore qu'Arafat, il a cherché à jouer la carte de la modération et de la négociation avec les grandes puissances. Il a cherché à se plier aux conditions posées par ce qu'on a appelé la « feuille de route », un document élaboré par les représentants des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU, réunis dans un « quartet »... Les dirigeants occidentaux promettaient un État aux Palestiniens dans l'avenir, mais il fallait d'abord que ceux-ci démocratisent leurs institutions actuelles... En attendant, l'État israélien pouvait donc continuer de bombarder « démocratiquement » des Palestiniens qui ne faisaient pas assez d'efforts !

Mais le résultat de la « démocratisation » de la vie politique palestinienne ne fut pas celui que les dirigeants impérialistes souhaitaient. En janvier 2006, le Hamas, devenant le premier parti palestinien, remportait la majorité aux élections au Conseil législatif palestinien. La politique israélienne était parvenue à jeter une fraction importante des Palestiniens dans les bras des islamistes. Il faut quand même rappeler que cela n'a tout de même pas été le raz-de-marée électoral souvent évoqué : le Hamas n'a regroupé que 45 % des suffrages, les 55 % restants ayant fait le choix de voter pour des organisations laïques.

Le Hamas, après sa victoire électorale, constitua un gouvernement. Il a immédiatement été en butte à l'opposition d'Israël et des grandes puissances occidentales, ces dernières suspendant le versement de leurs aides. Une lutte de plus en plus ouverte et violente a opposé le Hamas et le Fatah, qui refusait de céder les leviers du pouvoir. Le Fatah bénéficiait du soutien occidental et de l'aide indirecte d'Israël quand, par exemple, l'armée israélienne arrêta, à l'été 2006, plusieurs ministres du Hamas.

Le Hamas dut accepter la formation d'un gouvernement d'union nationale en février 2007. Mais cela ne mit pas un terme aux affrontements qui conduisirent finalement à l'éclatement de l'Autorité palestinienne : au mois de juin 2007, le Hamas a pris le contrôle de Gaza alors que le Fatah gardait, lui,

le contrôle de la Cisjordanie. Depuis, les heurts entre partisans du Hamas et ceux du Fatah sont réguliers, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie.

Mais pour les Palestiniens, aucune de ces deux forces ne représente une perspective. La seule aspiration du Fatah est de se maintenir au pouvoir en se faisant accepter par l'impérialisme pour pouvoir disposer d'un appareil d'État, aussi rachitique soit-il, et de toutes les sources de revenus qu'il permet de dégager.

L'arrivée au pouvoir du Hamas dans une partie du territoire représente un recul social et politique dramatique pour les Palestiniens. Qu'une organisation aussi réactionnaire se soit retrouvée à la tête du combat des Palestiniens, cela marque bien l'impasse dans laquelle les nationalistes de l'OLP ont engagé leur peuple.

### **L'influence croissante de l'islamisme**

L'influence des idées islamistes dépasse d'ailleurs celle du Hamas. Ces dernières années, elles se sont progressivement diffusées dans l'ensemble de la société palestinienne. Comme partout, le sentiment religieux se nourrit du désespoir.

La société palestinienne était dans les années 1970 l'une des plus laïques du Moyen-Orient. Dans bien des domaines, le poids de la tradition, de la religion et des clans familiaux restait très fort, mais l'OLP était une organisation laïque avec des Palestiniens de différentes origines – Habache était issu d'une famille chrétienne, par exemple – et la plupart ne faisaient aucune référence à la religion. Les femmes avaient massivement participé au combat politique, y compris à la lutte militaire au sein des milices de fedayins. Ces femmes y avaient gagné une liberté que beaucoup de femmes du Moyen-Orient pouvaient leur envier.

Aujourd'hui, dans les lieux publics des villes palestiniennes, les femmes qui ne portent pas le voile deviennent rares, quels que soient les milieux sociaux. C'est le discrédit de l'OLP qui a entraîné celui du nationalisme laïc et qui a permis à l'islamisme de progresser dans de nombreux domaines. Et l'OLP, pour conserver son influence, a essayé de concurrencer les islamistes sur leur terrain. Arafat, dans les dernières années de sa vie, s'était mis à fréquenter ostensiblement la mosquée. En 2001, une milice liée au Fatah s'est constituée et a pris le nom de « martyrs d'Al Aqsa », référence à la mosquée de Jérusalem. À Ramallah, l'Autorité palestinienne a constitué une police des bonnes mœurs avec pour mission, entre autres, de faire respecter le Ramadan.

Cet opportunisme contribue lui aussi à renforcer l'emprise de ces idées réactionnaires sur toute la société.

## **Un État palestinien : une solution qui n'offre aucune perspective aux plus pauvres**

Un État, s'il devait voir le jour dans de telles conditions, ressemblerait à un bantoustan, ces États fantoches créés par l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid pour y parquer les Noirs loin des régions où habitaient les Blancs.

Cet État palestinien d'un peu plus de deux millions et demi d'habitants ne serait qu'un immense bidonville, réservoir de main-d'œuvre pour l'économie israélienne, ce qui permettrait à Israël de maintenir son emprise sur ces territoires qui auraient juste changé de statut. Cela pourrait satisfaire une minorité de dirigeants qui en tireraient bénéfice, mais pas la grande masse des Palestiniens qui continuerait de connaître la même misère.

Aujourd'hui, plus de deux millions de Palestiniens vivent en Jordanie, au Liban et en Syrie. Un tel État pourra-t-il les accueillir ? Israël n'envisage pas de leur reconnaître « le droit au retour ». Revenir exactement là où ils vivaient avant leur expulsion n'est peut-être pas possible dans bien des cas, mais ce genre de considérations n'empêche pas la loi israélienne de reconnaître ce droit à tous les Juifs du monde. Bush a parlé de la possibilité d'échanger en quelque sorte ce droit contre des indemnisations, mais ce ne sont pas les quelques millions de dollars évoqués qui permettront à ces Palestiniens de quitter les camps où ils vivent depuis des dizaines d'années...

Quant au million d'Arabes israéliens, même s'ils sont traités en Israël comme des citoyens de seconde zone, ils n'iraient pas pour autant s'installer dans un État palestinien où ils seraient assurés de vivre plus mal.

Non, la création d'un État palestinien tel qu'il est envisagé ne changerait vraiment rien au sort de la grande majorité des Palestiniens.

Bien sûr, dans la lutte qui se mène, en tant que révolutionnaires prolétariens, nous ne sommes pas neutres. Indépendamment des dirigeants qu'il se donne, nous sommes inconditionnellement du côté du peuple palestinien et nous sommes solidaires de sa revendication d'un État palestinien.

À défaut d'un État binational avec les mêmes droits pour les deux peuples, l'aspiration à un État national est aussi légitime pour le peuple palestinien qu'elle l'a été pour les Juifs chassés d'Europe par la pourriture du système capitaliste d'Occident.

Mais la solidarité avec les aspirations du peuple palestinien n'entraîne pas pour autant un alignement derrière les nationalistes de l'OLP. Ces dernières années ont suffisamment montré que, sur le terrain des affrontements nationaux, il n'y a pas d'issue. Et il n'est pas question non plus d'accorder au Hamas le moindre caractère progressiste ou anti-impérialiste, contrairement à ce que font certains, y compris dans l'extrême gauche.

Alors le peuple palestinien est aujourd'hui prisonnier d'un camp de concentration : quel que soit le statut de ce camp, Autorité autonome ou État à part entière, cela ne changera rien à sa situation. Les Israéliens se retrouvent,

eux, à assumer le rôle de gardiens de ce camp. Et la vie des gardiens de prison n'est pas beaucoup plus enviable que celle de leurs prisonniers. Gardiens et prisonniers vivent dans la même prison... Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre.

Mais nous faisons confiance à la capacité des peuples de trouver, à travers toutes les épreuves, le moyen de vivre ensemble. Nous, ici, nous devons nous rappeler combien d'ennemis héréditaires nos dirigeants nous ont désignés à différentes époques : les Anglais, les Allemands... Et combien de guerres ont opposé ces peuples avant qu'ils ne soient en situation de vivre côte à côte, pacifiquement.

Il en sera de même dans l'avenir, nous en sommes convaincus, pour les Juifs israéliens et les Palestiniens. Ces deux peuples devront bien vivre ensemble et ils finiront par vivre, nous en sommes convaincus, dans un même État qui reconnaîtra les mêmes droits à tous.

## **Il n'y a pas d'issue satisfaisante pour les deux peuples dans le cadre de l'impérialisme**

Nous ne savons pas si une telle solution est possible dans le cadre du système impérialiste actuel. Nous pouvons seulement constater que cela s'est révélé impossible pendant le siècle qui s'est écoulé. Comme est impossible la résolution d'une multitude de conflits et de situations d'oppression dans ce monde, tellement est grande l'implication des intérêts impérialistes. Nous pouvons aussi constater que leurs dirigeants nationalistes respectifs ont manifestement conduit ces deux peuples à une faillite tragique.

Peut-être n'y aura-t-il pas d'issue satisfaisante pour les deux peuples dans le cadre de l'ordre mondial actuel, impérialiste, qui a pour fondement le capitalisme, c'est-à-dire l'exploitation, l'économie de marché. C'est la perpétuation de cette organisation sociale qui maintient une multitude de formes d'oppression de par le monde et qui en engendre sans cesse de nouvelles. C'est la perpétuation de cet ordre social capitaliste qui accentue sans cesse le fossé entre quelques pays impérialistes, ou plus exactement leur classes privilégiées, et la majorité sous-développée de la planète. C'est cela qui fait resurgir des poubelles du passé bien des idées et des comportements anachroniques, les violences ethnistes, les fondamentalismes religieux, catholique aussi bien que musulman ou hindouiste.

L'espoir est du côté de la lutte du prolétariat

Alors oui, il se peut que le problème israélo-palestinien ne soit résolu que par la victoire du prolétariat et le renversement du capitalisme, ou du moins lors d'une certaine phase dans le combat pour y parvenir, et ne puisse venir que de là. Ne serait-ce parce que seul le prolétariat sera capable de mettre fin au sous-développement de la plus grande partie de la planète. Une véritable solution au conflit qui oppose Juifs israéliens et Palestiniens ne peut se limiter à définir des frontières nouvelles. Il faudra aussi que ces deux peuples aient

un même accès aux richesses, à l'éducation, à la santé... Il faudra qu'il soit mis fin à l'inégalité sociale qui marque leurs relations depuis le début du conflit.

Alors nous ne savons pas quelles solutions les peuples du Moyen-Orient adopteront pour coexister dans un monde débarrassé du capitalisme. Ce sera à eux de choisir entre des États multinationaux ou un regroupement de tous les États de la région dans une fédération socialiste.

Pour conclure, il est à souhaiter que l'impasse actuelle ne conduise pas ces deux peuples à la résignation et que surgisse dans l'avenir, comme cela a été le cas dans le passé, de nouvelles générations de militants.

Et il est surtout à souhaiter que ces militants choisissent d'autres perspectives que celles qui dressent les peuples les uns contre les autres, qu'ils choisissent une politique qui les unisse dans un combat commun ayant pour objectif la transformation sociale dans tout le Moyen-Orient.

C'est un souhait et c'est aussi un programme et une démarche militante. Le programme qu'en tant que communistes révolutionnaires, nous avons à défendre parce que l'histoire n'est pas écrite à l'avance. Et parce que les combattants de demain sauront tirer les leçons des drames et des occasions manquées du passé.